



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

LE RÔLE DES CONFRÉRIES RELIGIEUSES DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SÉNÉGAL

Briefing Paper

Octobre 2021

Numéro 3

Au Sénégal, la majorité de la population musulmane s'identifie aux quatre confréries principales : la Quadrya, la Tidjanya, la Mouridya et les Layeniyya. Ces ordres religieux mobilisent des adhérents et véhiculent un référentiel islamique a priori rétif à toute forme de violence.

Les études sur la prévention du phénomène de l'extrémisme violent au Sénégal se penchent généralement sur d'autres facteurs tels que la réponse militaire, l'instauration d'une justice sociale et économique, tantôt l'inclusion politique de couches sociales en marge des sphères de décision.

Les recherches convoquent rarement le rôle des confréries religieuses soufies dans la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal, alors qu'elles se sont érigées depuis quelques années comme de véritables acteurs de lutte et de prévention contre ce fléau, suivant une démarche individuelle et collective. Elles viennent ainsi en appont à l'Etat qui semble montrer ses limites dans ce combat.

La présente étude tente aussi de mettre en exergue les mécanismes des confréries sénégalaises contribuant à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, à travers les discours et écrits des marabouts confrériques sénégalais.

Ce briefing Paper s'appuie sur des travaux effectués dans le cadre des Masters du CHEDS qui sont synthétisés afin d'offrir de nouvelles pistes de réflexion.

Le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les "briefing papers". Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Avec le soutien de :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

PRÉFACE

La dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel a mis en évidence le besoin urgent de s'interroger sur les causes profondes du drame des populations vivant dans cet espace, naguère réputé terre de brassages et de rencontres harmonieuses. Le niveau d'insécurité généré par l'extrémisme violent, l'hybridation accentuée des menaces, l'absence d'indicateurs probants de stratégies de sorties de crise sont autant de facteurs qui militent pour une réaction collective à même de susciter de nouveau l'espoir.

Dans cette quête de solutions, le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité, (CHEDS) fidèle à sa vocation de favoriser l'appropriation des clés de lecture de l'environnement géostratégique sous-régional, a noué un dialogue fécond avec la « Division Paix et droits de l'homme » du Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DPDH/DFAE).

Ainsi, dans le sillage des « Conversations régionales » dont la première édition s'est tenue à Dakar, en 2016, le CHEDS s'est définitivement inscrit dans la trajectoire de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) dans le Sahel en général, et au Sénégal en particulier. En effet, le renouvellement de l'arsenal conceptuel de la lutte contre l'extrémisme dans le Sahel, au-delà de la critique du « tout sécuritaire », a besoin de mettre en orbite de nouvelles problématiques, parmi lesquelles l'approche préventive. Prévenir, c'est d'abord comprendre et circonscrire les causes profondes du mal ; c'est aussi questionner, en amont, les postures des différents acteurs, notamment les Forces de Défense et de Sécurité ; enfin et surtout, c'est partager les dynamiques collectives et le dialogue social favorisant l'éclosion de réponses efficaces basées sur l'anticipation... et non la réaction.

Pour accompagner cette dynamique, le CHEDS, à travers la publication d'une première série de quatre Briefing Papers (BPs), a décidé de valoriser le travail important fourni par ses auditeurs ces dernières années, sur des thématiques en lien avec l'extrémisme violent et sa prévention. Ces BPs répondent ainsi à une préoccupation commune au CHEDS et au DFAE, celle d'inscrire définitivement la PEV dans le vécu politique, législatif, doctrinal et opérationnel de nos Etats. Ils prennent en charge un aspect important de la dimension prévention fondée sur l'exploration multiforme des déterminants de l'extrémisme violent par une approche holistique, pluridisciplinaire et pleinement partagée.

C'est le lieu de renouveler notre gratitude à la DPDH/DFAE pour le soutien constant à nos programmes PEV dont l'ambition première demeure de susciter un large débat autour des problématiques soulevées. Avec l'espoir qu'à terme, ils participeront à une prise de conscience nouvelle fondée sur la vision formulée par le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour qui « l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent. »

Général de brigade Mbaye CISSE
Directeur Général du CHEDS

Le rôle des confréries religieuses dans la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal

Depuis près de deux décennies, l'extrémisme violent représente un défi sécuritaire majeur pour presque tous les pays du monde. En Afrique de l'Ouest, le phénomène connaît une grande expansion, allant même jusqu'à compromettre la stabilité des États ainsi que la paix sociale.

Pour venir à bout de ce fléau, plusieurs approches sont préconisées par les États, qui mettent en avant tantôt la réponse militaire, l'instauration d'une justice sociale et économique, tantôt l'inclusion politique de couches sociales en marge des sphères de décision.

Si pendant longtemps, la prévention contre l'extrémisme violent était l'apanage des politiques, des institutions internationales et des organisations de la société civile, l'option religieuse n'a été que très peu considérée par les dirigeants. Aussi, les religieux n'ont pas beaucoup été associés aux actions de prévention de l'extrémisme violent.

Face à la persistance du phénomène, certains États dont le Sénégal s'appuient de plus en plus sur les confréries religieuses pour prévenir l'extrémisme violent.

En effet, au Sénégal, la majorité de la population musulmane s'identifie aux quatre confréries principales : la Quadrya, la Tidjanya, la Mouridya et les Layeniyya. Ces ordres religieux mobilisent des adhérents et véhiculent un référentiel islamique a priori rétif à toute forme de violence. L'éducation et la pratique spirituelles prônées par les figures islamiques sénégalaises s'accommodent parfaitement avec les principes républicains et le format institutionnel d'un État laïc.

L'objectif de cette note est d'analyser le rôle des confréries religieuses soufis dans la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal.

L'étude se base sur une méthode qualitative et s'appuie sur des sources primaires et secondaires. A cet effet, des documents traitant de la question ont été consultés. Des entretiens ont également été réalisés avec des acteurs de premier plan des confréries religieuses soufis.

Rôle et place des confréries religieuses au Sénégal

Les confréries religieuses jouent un rôle important dans la société sénégalaise. Depuis leur apparition au XIXe siècle, leur expansion s'est faite de manière fulgurante, avec l'adhésion de disciples sur toute l'étendue du territoire. La majorité des Sénégalais s'identifient aujourd'hui à une confrérie. Au niveau sous-régional également, de nombreux disciples ont adhéré aux confréries. Les Niassène par exemple, une importante branche de la confrérie Tidiane, fondée par Elhadj Abdoulaye Niass, père de Elhadj Ibrahima Niass, dit Baye Niass, compte des millions de talibés en Afrique: Nigéria, Mauritanie, Ghana, Niger, Tchad, etc.

En effet, pour beaucoup de Sénégalais, les confréries incarnent une forme syncrétique d'un islam tolérant, et les guides religieux représentent à leurs yeux, des références. Ces confréries jouissent d'une grande notoriété auprès de leurs fidèles qui vouent un amour immense à leur guide spirituel. Grâce à leur légitimité religieuse, les actes et discours des guides religieux revêtent une signification symbolique considérable auprès des disciples.

Cette forte influence des guides religieux auprès de la population leur confère une certaine ascendance et notamment sur les hommes politiques. Ce qui leur permet de se positionner comme des régulateurs sociaux, intervenant dans la vie politique et sociale du pays chaque fois que de besoin, pour aider à décrire les tensions sociales et politiques.

Dans une logique de respect des représentations des foyers religieux, l'État du Sénégal intègre généralement dans ses choix stratégiques, les discours et les actions des guides religieux les plus influents. En plus, la classe politique n'hésite pas à activer les leviers de l'appartenance confessionnelle pour séduire l'électorat d'une confrérie lors des élections.

Le Sénégal face à la menace de l'extrémisme violent

La menace liée à l'extrémisme violent préoccupe aujourd'hui l'État du Sénégal. Cette menace qui semblait lointaine, il y a quelques années, est maintenant toute proche et revêt des formes multiples. En effet, l'expansion progressive des groupes extrémistes violents qui sévissent au nord et au centre du Mali vers la partie ouest du pays, frontalière avec les régions de Kédougou et Tambacounda, constitue une menace sérieuse pour la stabilité du Sénégal.

La région de Kayes, connue pour ses importants gisements d'or, est devenue, depuis le début de l'année 2020, une nouvelle cible des groupes extrémistes violents. En avril 2020, des éléments armés, supposés appartenir à des groupes extrémistes violents, ont attaqué un poste de gendarmerie et un poste de douane, emportant avec eux des armes et des motos .

Il s'y ajoute que, depuis quelques années, les GEVs nourrissent une ambition d'étendre leurs activités vers les pays côtiers. Et les localités situées à la frontière entre le Sénégal et le Mali, présentent beaucoup de vulnérabilités. Les djihadistes pourraient ainsi s'appuyer sur ces dernières pour infiltrer le territoire sénégalais. Le caractère poreux des frontières sénégalaises est également une donnée susceptible de faciliter leur avancée et la propagation de l'idéologie radicale.

La menace n'est pas qu'externe d'autant plus que le caractère domestique de la menace djihadiste est devenue une réalité au cours de ces dernières années. En effet, le Sénégal est cité parmi les pays pourvoyeurs de combattants aux groupes extrémistes violents en Afrique et au Moyen-Orient. Des djihadistes sénégalais ont, selon des sources sécuritaires, combattu auprès de Boko Haram au Nigeria, AQMI au Mali et de l'Etat islamique en Libye et en Syrie.

Cette tendance à l'engagement radical est en fait un indicateur qui suscite beaucoup de réflexion sur le caractère domestique de la menace djihadiste. Ainsi, les exemples sont nombreux sur des arrestations de présumés djihadistes, suspectés de vouloir installer des cellules terroristes locales ou même supposées nourrir l'ambition de passer à l'attaque. Le procès de l'Imam Alioune Ndao et des 29 présumés terroristes est un exemple édifiant qui rappelle la complexité du phénomène ainsi que les difficultés à le circonscrire dans un espace géographique quelconque.

En février 2021, une cellule de soutien au groupe djihadiste du prédicateur malien Amadou Koufa opérant sur l'axe Dakar-Bamako a été démantelée à Kidira. Parmi les personnes interpellées, figure un boutiquier soupçonné d'avoir été engagé pour aider des candidats sénégalais à rejoindre les rangs djihadistes. Les chefs d'accusation retenus sont, entre autres, « apologie du terrorisme » et « actes d'appui au terrorisme ». Cette opération renseigne, de façon significative, sur des stratégies contournées et progressives d'implantation de groupes terroristes au Sénégal. Le 3 février dernier, le Conseil de Sécurité de l'ONU a publié un rapport indiquant que « des éléments du GSIM, soutenus par des influenceurs islamistes radicaux, se sont implantés au Sénégal. »

A cette situation, vient s'ajouter la problématique de la précarité, des disparités sociales et de l'exclusion économique. Au Sénégal, le chômage touche une large frange de la jeunesse, notamment celle évoluant dans la banlieue de Dakar et des autres centres urbains. Cette jeunesse désœuvrée, en mal de perspective, constitue une couche vulnérable pouvant chercher refuge dans la violence extrémiste.

En milieu universitaire également, le développement d'une certaine idéologie radicale est à craindre, notamment avec la forte implantation des courants réformistes qui contrôlent les mosquées et véhiculent un discours en phase avec l'idéologie wahhabite. Dans ce milieu, les jeunes, grâce à leur niveau d'étude élevé, sont très au fait de l'actualité et des événements internationaux susceptibles d'alimenter une compréhension différente, voire décalée des rapports sociaux.

La question de la menace terroriste au Sénégal peut aussi être abordée suivant la perspective du retour des combattants tentés de poursuivre le djihad sur le sol sénégalais. En effet, des combattants aguerris, rompus à la tâche, constituent, à n'en pas douter, une menace pour la stabilité du pays. Et le Sénégal a enregistré de nombreux retours de combattants ces dernières années.

On peut donc légitimement avoir de fortes appréhensions quant à d'éventuelles actions hostiles à l'occasion de rassemblements religieux, célébrations « hérétiques » aux yeux des extrémistes. C'est donc dire que le malaise social tributaire du chômage et la contestation du référentiel islamique dominant (ici l'islam soufi), peuvent être des facteurs de radicalisation et donc de probables causes de violence extrémiste.

Rôle des confréries et courants religieux dans la prévention de l'extrémisme violent

Avec l'expansion rapide de l'extrémisme violent au cours de ces dernières années, les confréries religieuses se sont érigées en véritables acteurs de lutte et de prévention contre ce fléau, suivant une démarche individuelle et collective. Elles viennent ainsi en appoint à l'Etat.

En 2015, des personnalités issues des différents foyers religieux ont créé l'association islamique pour servir le Soufisme (AIS). Cette structure religieuse, dont le but est de renforcer la cohésion nationale et contrer les dérives fondamentalistes par le dialogue et l'instruction, organise régulièrement des campagnes de sensibilisation sur l'ensemble du territoire.

Sur le terrain, ses membres invitent la jeunesse à s'aimer, à s'entraider, et sensibilisent également les populations sur les dangers liés au terrorisme.

Au sein des foyers religieux, des initiatives parallèles sont également prises en vue de contrer l'avancée de l'extrémisme violent. Au regard du niveau très élevé de la vulnérabilité des jeunes, ces derniers occupent une place importante dans les discours et sermons des guides religieux.

Et depuis quelques années, les concepts « jeunesse » et « extrémisme violent » sont souvent associés et font l'objet de thèmes de discussion lors des événements religieux. Par exemple, les thèmes des deux dernières éditions des appels des Layene étaient axés sur la jeunesse et l'extrémisme violent. Ces initiatives, selon un membre du comité scientifique de ladite confrérie, ont eu un impact positif sur le comportement des jeunes de la communauté.

A Médina Baye (capitale religieuse des Niassenes), une large partie du discours de l'actuel Khalif Serigne Mahi Niass, est orientée vers la conscientisation des jeunes, pour un bon comportement dans la société. Les jeunes sont également invités à cultiver un esprit d'ouverture et d'acceptation de l'autre, ce qui pourrait constituer un rempart contre la haine et l'extrémisme violent.

En 2017, en marge du grand Magal de Touba, l'association mouride Hizbut-Tarqiyyah a organisé un symposium sur la dimension soufi de Cheikh Ahmadou Bamba. Ce dernier, selon les organisateurs de cet événement, « *n'a jamais utilisé d'arme pour inviter un musulman à adhérer à sa cause* ».

En outre, les différents foyers religieux au Sénégal insistent sur la nécessité de préserver la doctrine soufie tracée par les fondateurs, car étant la voie de la tolérance, du vivre ensemble et du pardon.

A Tivaouane par exemple, « les guides religieux mettent en garde les jeunes lors des rencontres religieuses, contre l'acceptation d'idéologies religieuses venant de l'étranger, à savoir le fondamentalisme, le wahhabisme, associés souvent à l'islam radical. »

Conclusion

Les ordres soufis du Sénégal, grâce à leur influence, ont beaucoup contribué à la stabilité du pays. De manière concrète, les confréries semblent constituer un rempart contre l'extrémisme violent, à travers l'influence qu'exercent les autorités religieuses sur leurs disciples, en majorité des jeunes. Cependant, cette influence doit être davantage optimisée par l'Etat du Sénégal, par un soutien et un accompagnement des initiatives de tous les foyers

et associations religieux, afin d'atteindre les couches les plus vulnérables à la radicalisation.

Recommandations

- renforcer et formaliser le partenariat entre l'Etat du Sénégal, et les associations et confréries religieuses pour mieux lutter contre l'extrémisme violent ;
- renforcer le dialogue inter-confrérique par la création d'une fédération des confréries pour une sensibilisation permanente sur le vivre-ensemble ;
instaurer un cadre de coopération de
- renseignement, une culture d'alerte en parfaite collaboration entre les populations et les forces de défense et de sécurité ;
investir davantage sur l'éducation à la
- citoyenneté des jeunes ;
intégrer dans les manuels scolaires les
- enseignements des fondateurs des confréries, sur le vivre ensemble et la tolérance.

NOTES DE BAS DE PAGE

1 Sénégal online, « Les Religions au Sénégal ». Voir <https://www.senegal-online.com/religions/> (lien consulté le 17 mars 2020)

2 SAMSON Fabienne, Identités islamiques dakaroises. Étude comparative de deux mouvements néo-confrériques de jeunes urbains, Autrepart, (39), 2006

3 ibid

4 HISKETT Mervyn The Development of Islam in West Africa. By. (Longman Studies in African History.)pp. xi, 353, maps, diagrams. London and New York, Longman, 1984.

5 GUEYE Seydina Aba, Les guides religieux influent la vie politique sénégalaise, 17 décembre 2019.

Voir <https://www.voaafrique.com/a/les-guides-religieux-influent-la-vie-politique-s%C3%A9n%C3%A9galaise/5208977.html> (lien consulté le 17 mars 2021)

6 BROSSIER Marie, Penser la participation politique par l'impératif religieux : trajectoires d'engagements musulmans au Sénégal, Dans Revue internationale de politique comparée 2013/4 (Vol. 20), pp. 189-211

7 DANIEL Serge, Mali : deux attaques attribuées à des djihadistes dans la région de Kayes, 13 avril 2020.

Voir <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200413-mali-deux-attaques-attribuees-a-trois-jihadistes-lars-gion-kayes> (lien consulté le 17 mars 2021)

8 SIDYA Cheikh, Ces pays dont les ressortissants alimentent les rangs de DAESH, 22 janvier 2018. Voir <http://afrique.le360.ma/autres-pays/polique/2018/01/20/18248-ces-pays-dont-les-ressortissants-alimentent-les-rangs-de-daesh-18248> (lien consulté le 17 mars 2021)

9 LAGNEAU Laurent, Terrorisme/Sahel : Liée au GSIM, la katiba Macina tente de s'implanter au Sénégal, 10 février 2021. Voir <http://www.opex360.com/2021/02/10/terrorisme-sahel-liee-au-gsim-la-katiba-macina-tente-de-simplanter-au-senegal/> (lien le consulte le 13 mars 2021)

10 Conseil de sécurité des Nations Unis, Lettre datée du 21 janvier 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, 3 février 2021

11 DIOP Alioune, Le retour des djihadistes de Daesch et le risque sécuritaire de l'adhésion du Maroc et de la Tunisie à la CEDEAO, 12 décembre 2017. Voir <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/retour-djihadistes-de-daesch-risque-securitaire-de-ladhesion-maroc-de-tunisie-a-cedeao/> (lien consulté le 17 avril 2021)

12 MANON Lainé-Silas, Senegal – création d'une association islamique pour servir le soufisme – fr, Observatoire Pharos. Voir <https://www.observatoirepharos.com/pays/senegal/senegal-2013-creation-d2019une-association-islamique-pour-servir-le-soufisme-2013-fr/> (lien consulté le 7 mai 2021)

13 Entretien avec Djibril Laye Diop, membre du comité scientifique et d'organisation des layennes, avril 2021

14 Enquête plus, Montée de la menace terroriste dans le monde : Le modèle de Cheikh Ahmadou Bamba comme alternative, 9 Novembre 2017, <https://www.enquetepius.com/content/montee-de-la-menace-terroriste-dans-le-monde-le-mod%C3%A8le-de-cheikh-ahmadou-bamba-comme> (lien consulté le 7 mai 2021)

15 Entretien avec Mouhamadou Bachir NGOM membre du comité scientifique de la cellule de la Zawiya Tidiane, Avril 2021

Djim Dramé

Chercheur et chef du laboratoire d'islamophile

Né au Saloum où il s'initie au Coran auprès de son père et ensuite son grand frère, Djim Dramé intègre le célèbre daara Serigne Amadou Sakhir Lô de Koki en 1982 où il termine son apprentissage du Livre saint et commence les études arabo-islamiques. De Koki il alla poursuivre sa formation au collège Serigne Fallou Mbacké de Dakar avant de se rendre en Egypte en 1990.

Licencié de la Faculté de langue arabe de l'université Al-Azhar d'Egypte, il rentre au Sénégal et décroche successivement le certificat d'aptitude à l'enseignement moyen (CAEM) en 1997, une licence (1998), la maîtrise en littérature arabe (2000), le certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire (CAES) (2002), un Master en sciences de l'éducation (2009), et la thèse de doctorat (2013), sur enseignement et culture arabo-islamiques : l'école de Diamal 1910-2010.

Affecté à l'Institut islamique de Dakar comme professeur d'arabe formateur des maîtres d'arabe (2002-2014), il est depuis février 2015 chercheur et chef du Laboratoire d'islamologie de l'IFAN Cheikh Anta Diop de l'UCAD.

Il est l'auteur de deux livres sur l'enseignement arabo-islamique au Sénégal, le daara de Koki. Il a déjà publié des articles scientifiques et de presse en français et en arabe, et a participé à plusieurs colloques scientifiques au Sénégal et ailleurs.

Editing : Professeur Aly TANDIAN,
Dr (Ph.D) Christiane AGBOTON JOHNSON



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

**Boulevard de la Défense x Rue du port, derrière la BCEAO siège
BP: 4705 Dakar – Sénégal Tél: +221 33 822 91 67**

www.cheds.gouv.sn